

ENSEMBLE, DEFENDONS NOTRE AVENIR INDUSTRIEL !

Cap sur l'investissement et l'emploi

La réunion du 3 novembre 2025 avec Antonio Filosa, CEO de Stellantis, a marqué une volonté claire de la direction de restaurer la confiance au sein du groupe. Cette rencontre illustre une rupture avec la gouvernance passée, désormais orientée vers plus de dialogue et d'écoute syndicale.

À l'occasion des différents échanges avec les organisations syndicales et lors de la Plateforme Automobile, la Direction a annoncé des recrutements en France. **Ces annonces interviennent suite aux alertes justifiées de la CFE-CGC, largement relayées avant la réunion et entendues par la Direction.**

Nos alertes portaient sur l'équité des investissements, les risques d'ajustement concernant les sites français, les crises de qualité et l'urgence de réformer la politique réglementaire européenne.

En réponse la direction a rappelé l'importance des équipes françaises dans le dispositif européen en illustrant avec des chiffres précis les investissements et les recrutements :

- Plus de deux milliards d'euros investis en 2025.
- En 2025, 1 200 recrutements au total : 800 en usine et 400 en R&D.
- En 2026, 1 400 embauches en CDI prévues, réparties à parts égales : 50 % dans les usines, 50 % en R&D et métiers technologiques.



Antonio FILOSA :

« France is at the heart of Stellantis in Europe right » !

(La France est au cœur de Stellantis en Europe)




« France is the second investment center in the world for us after US » !

(La France est le deuxième centre d'investissement au monde pour nous, après les États-Unis)

Lors de la séance de partage, un alignement stratégique a été affirmé entre Stellantis et trois organisations syndicales, dont la CFE-CGC, afin de demander une adaptation des exigences de Bruxelles. Ce front commun constitue un levier d'action face à l'incertitude du marché européen et la nécessité de garantir les emplois en France.

La solidarité et la mobilisation sont nos meilleures armes contre des décisions qui pourraient fragiliser notre avenir concernant l'emploi en France .

Dans l'ensemble des échanges avec Antonio FILOSA, la CFE-CGC a rappelé ses attentes qui se résument :

-  A la nécessité d'obtenir des preuves concrètes et transparentes de l'engagement durable du Groupe en France.
-  De réaffirmer les garanties sur la diversité industrielle.
-  D'une information complète concernant le prochain plan stratégique et sa déclinaison sur nos établissements .

Nous exigeons aussi que le futur plan de développement soit accompagné d'une attribution homogène de nouvelles productions sur tous nos sites industriels français. Ce plan devra permettre de maintenir la compétitivité du groupe tout en garantissant la pérennité de l'emploi en France pour tous les salariés.

Ces conditions sont essentielles pour pouvoir soutenir de manière responsable les décisions de la direction.

La CFE-CGC continuera d'agir et d'interpeller la direction tant que la transparence et la défense de la diversité industrielle ne seront pas assurées : l'avenir de l'industrie automobile en France et en Europe en dépend.

La Plateforme Automobile face aux défis de 2035

A la suite des discussions avec le CEO, la CFE-CGC était également présente lors de la rencontre du 4 novembre organisée par la Plateforme Automobile (PFA), présidée par Luc Chatel depuis 2017 ; celle-ci regroupait les principaux acteurs de l'industrie automobile française, tels que Stellantis, Renault, Michelin ou Faurecia.



Dans un contexte européen marqué par une transition énergétique accélérée, la PFA tire la sonnette d'alarme sur la situation préoccupante de la filière automobile en France et en Europe. Luc Chatel a souligné que l'industrie européenne est confrontée à une double crise : la chute des volumes de production, due notamment à une stratégie commerciale trop axée sur les prix au détriment des volumes, et une transition énergétique « subie » par le secteur.

Il critique l'interdiction de la vente des voitures neuves thermiques à partir de 2035, qui selon lui est une décision dogmatique imposée par Bruxelles, sans prendre en compte la neutralité technologique et les réalités du marché européen. Cette politique exposerait l'industrie automobile européenne à un risque élevé de déclin face à la concurrence internationale, notamment chinoise.

Antonio Filosa et les dirigeants demandent plus de flexibilité

Antonio Filosa, directeur général de Stellantis depuis mai 2025, a partagé cette inquiétude et a clairement demandé lors de la journée de la filière automobile, organisée par la PFA, une plus grande souplesse réglementaire.

Notre CEO a rappelé l'importance stratégique de la France pour le groupe et a annoncé des investissements en France, tout en soulignant que l'objectif de 100% électrique en 2035 est irréaliste dans le contexte actuel.

Pour Stellantis, la solution passe par un recours plus marqué aux véhicules hybrides, qui constituent une transition nécessaire entre thermique et électrique, permettant à la fois de maintenir des volumes de production et de répondre à la demande encore fragile. Ce revirement stratégique illustre la prudence accrue du groupe face aux contraintes économiques, techniques et industrielles liées au tout-électrique.

Antonio FILOSA :

I spoke with the French unions and we found total consensus among them."

(Je me suis entretenu avec le syndicat français et nous avons trouvé un consensus total avec les syndicats français.)

« We need to change. We need to change big and we need to change urgently and fast »

(Nous devons changer. Nous devons changer en grand et nous devons changer d'urgence et rapidement)...

« I believe local content is a good idea for Europe »

(Je crois que le contenu local est une bonne idée pour l'Europe)

Un secteur en quête d'équilibre

Au-delà des prises de parole de Luc Chatel et Antonio Filosa, c'est toute la filière automobile française qui réclame une meilleure écoute des régulateurs européens, afin d'adopter une approche plus nuancée et pragmatique de la transition énergétique, incluant l'hybride et d'autres technologies de motorisation. Les industriels redoutent une perte de compétitivité et de souveraineté industrielle si l'on impose une trajectoire trop rigide, susceptible de fragiliser leurs usines et leurs emplois en France et en Europe.

Ce texte reflète le discours actuel des leaders de la PFA et des grands groupes automobiles français, qui alertent sur la nécessité de plus de flexibilité pour préserver l'industrie automobile européenne dans un contexte de transition énergétique contraint et d'exigences réglementaires

La CFE-CGC reste mobilisée et exigeante. Nous continuerons à peser dans le dialogue social. Notre objectif est clair : il faut sécuriser la transformation industrielle et garantir l'avenir de tous les salariés !

Vous trouverez ci-joint nos différentes communications, illustrant nos actions tant locales que nationales ainsi que les interventions marquantes d'Antonio FILOSA.



<https://lc.cx/qvGtYy>